Opinion

PÉROU - Violence et déforestation en Amazonie péruvienne

Luis Hallazi

mardi 5 avril 2022, mis en ligne par Françoise Couëdel

23 février 2022 - *Il est impossible d'analyser l'augmentation de la déforestation et ses conséquences sur le changement climatique sans la relier aux crimes environnementaux et aux impacts sur la vie, l'intégrité et la santé des peuples indiens qui habitent le territoire.*

Il est douloureux de constater qu'au Pérou nous sommes très loin de gérer l'Amazonie de façon responsable vis-à-vis des futures générations et avec la collaboration des neuf pays qui possèdent des territoires dans le bassin de l'Amazonie. Les principaux obstacles à cela sont les limites de notre souveraineté nationale, comme nous l'avons à nouveau constaté lors de la dernière campagne mensongère qui a conduit le Congrès de la République à renoncer à ratifier l'Accord d'Escazú, le plus important traité international destiné à protéger l'environnement en Amérique latine.

Néanmoins, il faut reconnaître que nous avons de plus en plus de bonnes informations pour orienter les décisions gouvernementales sur l'Amazonie, non seulement pour veiller sur la vie de ceux qui y vivent mais aussi pour protéger la planète. Dans cette optique un rapport de MapBiomas Amazonie signale que, de 1985 à 2020, la région amazonienne a perdu 17% de sa végétation, essentiellement en raison de la déforestation. Ce chiffre indique que nous sommes très près d'atteindre le point d'inflexion qui, selon le Panel scientifique pour l'Amazonie, se situe entre 20 % y 25 % de déforestation totale, ce qui entrainerait une spirale d'impacts sans précédents.

Le bassin de l'Amazonie péruvienne a une surface de 96,6 millions d'hectares ; 75% de tout le territoire national. De 1985 à 2020 le pays a perdu 1,9 millions d'hectares de forêt, l'équivalent de la surface de la Slovénie, et son usage pour l'élevage a augmenté de 2,6 millions d'hectares, ce qui est presque l'équivalent de la surface de Haïti.

Les données relevées signalent également l'exploitation minière comme une des principales activités responsables de la déforestation et de la dégradation de la biodiversité et des écosystèmes amazoniens. Dans le cas du Pérou l'exploitation minière est passée de 12 900 hectares à 75 300 hectares ; c'est-à-dire que sa superficie a été multipliée par 5,8, avec ce qui en découle, la perte de forêt, la pollution des eaux, l'invasion des terres et autres impacts socio-environnementaux.

Mais ces impacts n'affectent pas seulement l'écosystème fragile de l'Amazonie, ils portent atteinte aussi aux territoires indiens – qui représentent 37% du bassin amazonien – où ont été habituellement relevés les plus faibles indicateurs de déforestation. Cependant, l'inquiétude grandit sur la capacité réelle qu'ont ces territoires indiens à continuer à faire barrière contre la déforestation. Sans un soutien décisif et engagé de la part de l'État, la pression croissante des activités illégales qui impactent et menacent la forêt et les populations, très souvent par la violence directe exercée contre les personnes, sera de plus en plus difficile à supporter pour les communautés indiennes et en conséquence, pour les forêts qu'ils habitent et protègent.

Unipacuyacu lutte pour ne pas devenir un « cluster »illégal

La déforestation dans le bassin amazonien présente des aspects complexes qui oscillent entre légalité et illégalité, entre inefficacité institutionnelle et violence. C'est le cas dans la communauté originelle de Unipacuyacu, du peuple kakataibo, située dans le département de Huánuco ; une communauté prise au piège du trafic de terres, du narcotrafic, de l'abattage des arbres et de l'exploitation minière illégale. Au fil des jours, la communauté semble se transformer en « cluster » au sein duquel divers groupes, en toute illégalité, travaillent sur un même territoire et collaborent stratégiquement pour obtenir des bénéfices communs tirés de leurs activités illégales.

Depuis 26 ans, la communauté originelle réclame un titre de propriété qui garantirait leur droit sur le territoire, sans que les institutions compétentes aient répondu à leur demande. Au début, la surface demandée était de presque 23 mille hectares mais, en 2022, pèse la menace d'appropriation territoriale sur plus de 17 mille hectares, due à l'avancée des invasions légalisées par l'État qui crée des centres de peuplement ou des villages et les fait reconnaître par des gouvernements locaux. C'est une sorte de déprédation de basse intensité. C'est le cas du centre de peuplement Nueva Libertad et des localités de Sabadillo et de San Francisco, où la déforestation ne cesse d'avancer.

Ce modèle de déprédation des terres indiennes croit et se renforce avec l'implantation des activités illégales telles que le narcotrafic. Une grande partie de ces terres ont été déboisées pour semer des plantes de coca qui servent à l'élaboration de la cocaïne, d'après ce que constatent dans leurs études les techniciens eux-mêmes en charge du projet d'attribution de titres fonciers du Ministère du développement agraire. Ils ont identifié quatre secteurs de trafic illicite de drogues et trois pistes d'atterrissage clandestin dans la communauté.

Une spirale de la violence en pleine pandémie

Le scandale de Unipacuyacu est un exemple type : déforestation d'environ 15% de son territoire, invasion de terres, multiplication par soixante de l'usage du territoire pour élevage et l'agriculture, violence et non respect des droits fondamentaux, délits environnementaux, corruption de fonctionnaires et impunité.

Tout cela n'a cessé d'empirer dans le cadre de la pandémie, avec le repli du personnel mandaté par l'État sur les territoires et des populations indiennes elles-mêmes, et a vite profité aux activités illégales. La violence à l'encontre des communautés indiennes a également augmenté. Elle a coûté la vie à Arbildo Meléndez, chef de la communauté de Unipacuyacu, qui avait dénoncé l'avancée du narcotrafic et réclamait des titres de propriété pour sa communauté.

Le peuple kakataibo subit une vague de terreur depuis une décennie avec l'assassinat de huit chefs indiens, quatre d'entre eux dans les deux dernières années. Les agressions sont constantes contre ceux qui osent élever la voix et le principal chef fédéral de la fédération kakataibo, Herlín Odicio, est aujourd'hui menacé de mort et obligé de vivre dans la clandestinité.

Définitivement, on ne peut pas analyser l'augmentation de la déforestation et ses conséquences sur le changement climatique sans les relier aux crimes environnementaux et aux impacts sur la vie, l'intégrité et la santé des peuples indiens qui habitent les territoires. Ne pas considérer cela approfondira encore plus une crise humanitaire qui fait littéralement peser une menace d'extinction de tout un peuple.

Luis Hallazi est avocat et politologue, chercheur en droits humains.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : https://www.alainet.org/es/articulo/214983.